

Un classement des villes africaines

• Une étude du cabinet PwC

• Un paysage dominé par l'Afrique du Nord

• Plus de multinationales à Casablanca qu'à Johannesburg

UNE croissance de 5%, une dynamique démographique et une classe moyenne en plein essor, le continent africain suscite plus que jamais l'engouement des investisseurs. Le potentiel d'attractivité des métropoles africaines a fait l'objet d'une étude récente du Cabinet PwC. Celle-ci fait ressortir un classement de 20 villes africaines et s'appuie sur quatre indicateurs: l'infrastructure, le capital humain, l'économie, la société & démographie. Les premiers rangs sont occupés respectivement par le Caire, Tunis et Johannesburg. Pour les acteurs de l'étude, celles-ci se justifient par leur ancienneté. Au risque de surprendre le lec-

	Infrastructure	Capital humain	Economie	Société & démographie	Score
1 Le Caire	137	80	114	107	438
2 Tunis	134	93	119	71	417
3 Johannesburg	107	81	115	74	377
4 Casablanca	104	72	123	65	364
5 Alger	95	77	77	87	336
6 Accra	69	56	109	98	332
7 Nairobi	82	46	95	98	321
8 Lagos	77	43	109	92	321
9 Addis Ababa	112	39	68	93	312
10 Kampala	68	59	73	108	308
11 Dakar	98	37	78	86	299
12 Abidjan	80	38	95	86	299
13 Kigali	97	62	66	69	294
14 Lusaka	74	40	83	90	287
15 Dar es Salaam	45	44	89	100	278

■ Ville au score le plus élevé

(Source: 'Into Africa, The continent's Cities of Opportunity' by PwC)

Si le haut du classement est dominé par le Caire, Tunis, Johannesburg ou encore Casablanca avec des chiffres prometteurs, Dar es Salaam et Lusaka occupent en revanche la 1re et la 2e places du «classement d'opportunité»

teur, en particulier dans le contexte marocain, l'étude souligne que «Ces villes

se distinguent notamment par l'efficacité de leur infrastructure et la présence d'un système éducatif et de santé de qualité». Casablanca arrive au 4ème rang du classement général et vient en tête du podium pour l'indice économique. «Ce niveau d'excellence économique est dû à une présence massive de multinationales à Casablanca, à notre grande surprise, plus qu'à Johannesburg» confie Pierre-Antoine Balu, associé PwC Afrique Francophone.

La diversité du PIB et la solidité des services financiers sont les principaux atouts de la ville blanche. Casablanca est talonnée par Tunis, Johannesburg et le Caire. Entre autres vulnérabilités de la métropole économique marocaine, l'étude relève notamment la faiblesse du PIB, le taux de répartition entre classes sociales jugé moyen. Pour ce qui est de l'indice Infrastructure c'est le Caire qui est en tête position alors que Casablanca arrive en 5ème position seulement. La capitale économique marocaine y occupe la 5ème position.

L'indicateur Capital Humain classe Tunis au premier rang. La capitale tunisienne surperforme en matière de système et dépenses de santé et en termes d'intégration professionnelle. Autre critère déterminant, la Société et Démographie qui voit émerger des villes Subsahariennes au sommet, notamment Kampala (1re) et Nairobi (4ème), boostées par une croissance démographique importante et une diversité culturelle. Suivant le même indice, Casablanca s'établit à la 18ème place, plombée par un taux de criminalité élevé. L'étude de PwC comporte un second classement dit «villes d'opportu-

nité» qui fait émerger de nouvelles agglomérations dont Dar es Salaam, Nairobi ou encore Accra. Les variables mesurées cette fois-ci sont relatives à la croissance du PIB, le climat des affaires et la croissance de la classe moyenne.

Basée sur un index d'opportunité qui prend en compte 5 variables, le résultat de ce ranking confirme que la plupart des villes africaines sont lancées dans un processus de transformation associant croissance économique forte et développement au niveau social. Ce que cet indicateur d'opportunité révèle avant tout, c'est le caractère perpétuel du développement en contexte urbain. Cette première édition d'une série de rapports baptisée «villes d'opportunité», vise non seulement à analyser le potentiel actuel et futur des 20 villes africaines les plus dynamiques, mais également à éclairer les investisseurs et décideurs publics. «Cette étude a pour objectifs de servir de ligne directrice aux investisseurs désireux de se lancer dans le marché africain, et dans un souci d'accompagnement à la prise de décision des autorités locales», explique Pierre-Antoine Balu. Par ailleurs, le développement urbain d'une ville, ne présume en rien l'émergence d'une autre. Ce rapport n'est pas représentatif de l'ensemble des villes africaines. Beaucoup de villes secondaires sont dynamiques certes, mais pas assez matures pour concurrencer les mastodontes africains. □

A. I. L.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com